

## ET MAINTENANT, IL NOUS FAUT CULTIVER NOTRE JARDIN

[Candide]

**Denis Coton**

Nous sommes en 2002, le 20 Mai, au soir d'une élection présidentielle, le nouveau Président élu s'adresse aux français.

"Françaises et français, l'heure est grave, vous m'avez apporté vos suffrages massivement pour que je vous dise la vérité, toute la vérité, mais surtout, pour que tous ensemble, nous mettions fin à une situation qui n'a que trop duré. Nous ne supportons plus de compter parmi nous près de six millions de chômeurs, un million et demi de RMIstes, de centaines de milliers d'exclus de toutes sortes, de "sdf" miséreux, de mendiants, de pauvres, de vagabonds qui errent dans nos cités et nos campagnes, des dizaines de milliers de délinquants avérés ou en puissance qui menacent à tout moment notre sécurité, de voir nos fils et nos filles aller de petit boulot en petit boulot et quand ils ne trouvent pas de travail succomber à la tentation de la drogue ou hélas du suicide !

Quant à ceux qui ont du travail, ils sont beaucoup trop nombreux, ils sont cinq à six millions à être payés au Smic ou à travailler à temps partiel involontaire à des salaires de misère ! Combien d'autres au travail qui vivent chaque jour dans la crainte d'être mis au chômage ? Quant au reste, ceux qui ont une situation encore convenable, les diplômés de haut niveau, les spécialistes ou tout simplement les fonctionnaires, on ne cesse de leur donner mauvaise conscience en les désignant comme des privilégiés.

Mes chers concitoyens, notre société est malade, gravement malade, quand elle a perdu tout espoir que la vie en France s'améliore enfin. Un de mes prédécesseurs a eu cet aveu terrible : "Nous avons tout essayé, personne jusqu'à pré-

sent n'a été capable de vaincre le chômage". Depuis des lustres on compte sur la croissance mais qui n'est jamais en vue, ou qui reste incapable de créer de nouveaux emplois. Les uns nous invitent à donner aux entreprises et aux individus plus de liberté et d'initiative en poursuivant une politique systématique de dérèglement et de privatisation et de diminution des impôts, leur modèle reste l'Amérique, voire l'Angleterre de Mme Thatcher, les autres comptent sur la réduction de la durée de travail et sur des programmes volontaristes et publics de création d'emplois massifs et prioritaires des jeunes pour dégonfler les statistiques du chômage et relancer la machine.

Les derniers, ce sont les plus dangereux et ils trompent une part croissante de nos concitoyens, n'ont qu'une solution miracle à la bouche, le renvoi des immigrés dans leur pays d'origine, sans préciser d'ailleurs s'ils sont français ou étrangers s'ils ont ou non des titres réguliers de résidence dans notre pays, s'ils sont ou non tout simplement des hommes, des femmes et des enfants qui méritent le respect de leurs droits les plus élémentaires à la vie et à l'hospitalité.

La France est la Patrie des droits de l'homme et entend bien le rester, comme elle met son point d'honneur à respecter ses engagements internationaux.

Et à cet égard, ni l'Euro ni l'Union européenne économique et monétaire ni en d'autres termes toutes les obligations qui découleraient de notre signature du traité de Maastricht ne sauraient être remises en cause.

Certes, et nous le disons bien haut à tous nos partenaires et à celui qui est pour nous le princi-

pal, l'Allemagne Fédérale, la politique monétaire qui a été engagée par l'Institut monétaire européen depuis l'adoption de la monnaie commune est beaucoup trop restrictive, malthusienne et contraire à la croissance et il est urgent qu'on change de cap. Il faut que l'argent soit beaucoup moins cher et beaucoup plus abondant de telle sorte qu'il irrigue la société toute entière et ne laisse pas hors circuits des pans de plus en plus importants de nos populations ! La "bulle" financière a atteint des proportions déraisonnables, n'attendons pas qu'éclate un nouveau "Vendredi Noir" pour remettre les pieds sur terre à nos économies.

Je vous le disais en commençant, notre société est lasse, elle ne croit plus aux "lendemains qui chantent" ni à "la sortie du tunnel" annoncée d'année en année par des hommes politiques qui à l'évidence ne tiennent jamais parole.

Françaises et Français, je vais dans un instant vous proposer un nouveau pacte inédit qui va sans doute vous surprendre et peut être même vous faire sourire, j'ai bien réfléchi avant de vous le présenter, mais cette fois-ci, je n'ai plus une seule hésitation ; ma décision est prise. Comme Candide, je vous le dis : maintenant il nous faut cultiver notre jardin.

C'est la conclusion, vous vous souvenez, que voltaire met dans la bouche de son héros après des années de "galère", ce n'est pas une boutade ou un propos en l'air, mais une formule frappée du coin de la sagesse et qui fait fortune. On l'avait un peu trop oubliée, a nous de la faire revivre. Nous avons trop longtemps assimilé la mondialisation, l'information, l'incorporel à la modernité et considérer la mobilité ou le nomadisme comme des états supérieurs de la civilisation, nous avons donné la priorité à la vitesse sur la stabilité ou la sécurité, la préférence à l'informel le virtuel ou le médiatisé sur le concret ou le réel. Nous devons à nouveau et très solidement avoir les pieds sur terre ! Oui mes chers concitoyens, notre attachement à la terre est viscéral, nous en sommes tous issus et nous y retournerons tous. Les hommes sont sortis de la préhistoire à l'âge néolithique par la sédentarisation et la culture du sol, c'est toujours en travaillant la terre qu'ils

ont bâti peu à peu les villages et les villes qui les ont mis à l'abri et assuré leur avenir. Mais prenez aujourd'hui le plus misérable des hommes, celui qui n'a plus de maison, plus d'argent plus de famille, que ce soit à Paris à New-York, à Tokyo ou au Caire, son premier souci est de dénicher un petit coin à lui qu'il arrangera comme il peut amoureusement et où il pourra revenir tous les soirs pour y passer la nuit.

Ces exemples choisis dans les situations les plus extrêmes de l'espace et du temps n'ont pour seul mérite que de nous rappeler quels sont les besoins les plus élémentaires de l'humanité.

Dans tout homme, il y a un jardinier qui a besoin de cultiver son lopin de terre, pour retrouver ses forces et pourquoi pas un peu de bonheur. Mais il ne faudrait pas prendre le message de Voltaire comme un signe de découragement, d'abandon ou de repli sur soi, en un mot comme une régression par rapport à la situation antérieure.

Il s'agit tout au contraire dans une course à l'abîme de se rattraper, de se raccrocher aux bords pour mieux repartir.

Je vous invite donc toutes et tous, Françaises et Français, où que vous soyez, dans les villes ou dans les campagnes, au bureau ou à l'usine, et qui que vous soyez, patrons, salariés, professions indépendantes que vous ayez ou pas pour le moment un emploi, de consacrer la plus grande et la plus belle part de vos activités à la culture de votre jardin. Je demande au gouvernement d'accorder la priorité absolue à la mise en œuvre de cette nouvelle politique.  
Vive la France."

La France entière qui avait entendu cet appel pathétique et insolite du président était restée bouche bée, se demandant si c'était du lard ou du cochon, si le Président n'était pas devenu fou ou si au contraire il n'avait pas prononcé là des paroles définitives empreintes d'une immense sagesse dont on avait perdu l'habitude !

Remis de son émotion, le pays tout entier représenté par ses principaux leaders politiques, ses commentateurs médiatiques et ses folliculaires de toutes sorte, discutait du sens qu'il fallait donner au message présidentiel.

Un ancien ministre de l'Agriculture avait cru comprendre que devant tous les périls qui nous menaçaient, l'effondrement de l'Euro, un krach boursier sans précédent, la désintégration de l'Union européenne (qu'en son for intérieur il avait quelquefois souhaité), le Président avait exprimé le désir que chaque Français pour se mettre à l'abri du besoin puisse rapidement disposer d'un des jardins ouvriers dont toutes les villes et tous nos villages devraient désormais être pourvus.

Un ancien ministre de la Culture, qui jouissait de toute l'estime du Président, annonçait tout simplement que celui-ci voulait revenir à la politique budgétaire du culturel qu'on avait si imprudemment abandonnée sous la précédente législature.

Heureusement pour notre pays il existait depuis quelques années un Cercle pour l'aménagement du territoire réunissant deux cent membres, anciens chargés de mission, responsables ou partenaires de la DATAR, aujourd'hui hommes et femmes politiques ou dirigeants d'entreprises, hauts fonctionnaires ou aménageurs du territoire, retraités ou actifs, qui conservaient un enthousiasme intact. Eux avaient compris que le Président, qui de loin ou de près avait été un des leurs, avait voulu redonner à l'aménagement du territoire, le lustre et l'importance qu'il avait au temps des "trente glorieuses", et qu'il n'aurait jamais dû perdre pour le plus grand malheur de notre pays. Pour autant, ces anciens qui étaient des passionnés de leur cause, souhaitaient faire du neuf et pensaient comme le Président qu'il fallait prendre le taureau par les cornes et donner à l'aménagement du territoire autant de soin et d'amour qu'à la culture de son jardin. Ils souffraient depuis longtemps que leur discipline soit devenue plus un gadget qu'une véritable priorité nationale.

Ils avaient eu l'espoir, un moment, avec l'élaboration d'un projet de loi d'orientation, qu'on les prenait enfin au sérieux, mais ils avaient dû rapidement déchanter.

Cette fois-ci l'heure avait sonné, encore convenait-il de donner au nouveau projet un contenu et une forme exemplaire susceptible de

rallier non plus seulement quelques technocrates ou une minorité de spécialistes, mais la Nation toute entière, comme l'indiquait le Président, dans son infinie diversité. Un fait nouveau était intervenu entre temps, qui permettait de redonner du poids ou de la couleur au projet, un même ministre avait en charge l'environnement et l'aménagement du territoire.

Deux disciplines qui parce qu'elles ont été très longtemps dissociées n'ont profité ni à l'un ni à l'autre alors qu'elles sont parfaitement complémentaires et de même nature. Nous étions quelques uns au Cercle, depuis en particulier le succès dans des esprits de progrès de plus en plus nombreux, de ce fameux concept de "développement durable", à souhaiter qu'aménageurs et écologistes apprennent à travailler ensemble au lieu de s'ignorer, voire dans certains cas de lutter l'un contre l'autre. Il n'y a plus de raison aujourd'hui d'opposer les partisans du béton aux amoureux du gazon !

Même si nous n'ignorons pas que cette évolution des esprits n'est pas encore entièrement achevée.

Un de nos amis qui avait naguère eu des responsabilités importantes dans la promotion de la qualité dans l'industrie française, nous proposa de reprendre à notre compte des moyens ou des méthodes qui avaient incontestablement fait leur preuve dans un domaine qui n'était pas tellement si éloigné.

Le Cercle se mit rapidement au travail et proposa au gouvernement l'adoption du schéma suivant pour la mise en œuvre d'une "Vraie politique d'aménagement du territoire".

#### PROPOSITIONS

Une vraie politique d'aménagement du territoire doit obéir aux trois règles suivantes :

- l'aménagement est l'affaire de tous ;
- l'aménagement est global ou total ;
- l'aménagement est prioritaire.

#### L'aménagement est l'affaire de tous

La déclaration préliminaire du Président est parfaitement claire, elle invite tous nos compatriotes où qu'ils soient et quels qu'ils soient à "cul-

tiver leur jardin”, c’est-à-dire a prendre eux même en main l’avenir ou l’aménagement (c’est la même chose) de “leur” territoire. C’est la première fois dans l’histoire de nos institutions que le premier de nos magistrats proclame le droit et le devoir d’autogestion pour tous les citoyens ! Cette vieille lune de mai 68 fait un retour en force qu’on aurait jamais imaginé, de quoi effectivement mobiliser une part importante de notre population qui s’est au cours des années complètement dépolitisées. Chacun a désormais dans ce domaine un droit d’initiative de discussion et même d’opposition. Il s’agit là d’un changement radical de nos habitudes ou de nos mœurs politiques ou administratives dont on ne peut aujourd’hui mesurer que très mal la portée ou les conséquences pratiques immédiates. Sans doute faudra-t-il dans la réalité procéder par étapes ou par paliers progressifs, n’empêche qu’il ne suffira plus d’une seule délibération en conseil municipal ou en conseil des ministres pour qu’une décision soit prise en matière d’aménagement. Il devrait résulter rapidement la mise en place dans la gestion publique de procédures connues déjà dans certains pays, comme le référendum d’initiative populaire ou la révocabilité des mandats. L’enquête publique ne devrait plus être ce qu’elle est souvent aujourd’hui, une simple formalité. Déclarer que l’aménagement doit être l’affaire de tous, c’est vouloir faire une véritable révolution politique, celle de la démocratie directe au sein de laquelle chaque citoyen est pleinement responsable de la vie collective aux lieux et places de nos bonnes vieilles traditions centralisatrices, monarchiques et républicaines.

Nul doute qu’il faudra de la patience et du temps, mais mettre maintenant le plus de monde dans le coup dans une partie de la gestion publique, celle qui est la plus proche de la vie quotidienne de nos concitoyens, c’est un défi qui vaut la peine d’être lancé. C’est un moyen de réinsertion formidable dans la vie de la cité de gens qui en sont aujourd’hui plus ou moins totalement exclus.

Mais ne nous y trompons pas, c’est bien davantage par la participation effective à la gestion des affaires ou l’exécution matérielle des travaux, que par l’octroi des droits virtuels, que des chan-

gements réels se produiront. “C’est à la sueur de ton front que tu gagneras ton pain”, l’existence d’un chômage de masse accompagné d’un régime nécessaire et généralisé d’assistance, nous a complètement fait perdre de vue la vertu de cette vieille morale chrétienne. La société toute entière doit redécouvrir la vertu de l’effort et du travail quel qu’il soit, manuel ou intellectuel. Aménager le territoire, et d’abord son territoire le plus proche, en passant de l’entretien ou du maintien en l’état à l’embellissement ou à l’enrichissement, et en prenant en compte une nécessaire et permanente adaptation à des besoins nouveaux, est une tâche inépuisable.

Le jardinier avec le changement de temps à de jour en jour du pain sur la planche ! Dire aujourd’hui qu’il n’y a pas de travail est un véritable défi au bon sens quand il suffit d’ouvrir les yeux pour voir tout ce qu’il y aurait à faire !

Mais il faut prendre garde de ne pas tomber dans le piège inverse qui consisterait à supprimer le chômage et à le remplacer par l’obligation de travaux forcés ! Non seulement le travail doit rester libre et volontaire, mais il doit être au cœur de la réinsertion sociale et de la participation citoyenne. Une politique vigoureuse et ambitieuse d’aménagement du territoire appliquée à l’ensemble du pays, sur de vastes espaces, comme dans les moindres recoins, est certainement un des vecteurs essentiels du redressement national.

Elle le sera d’autant plus, que cette mise en valeur résolue du territoire cherchera à couvrir le plus grand nombre possible d’aspects de la vie sociale. La politique d’aménagement du territoire n’est ni locale ni sectorielle, elle est globale.

### **Pour une politique globale d’aménagement**

S’il est bien clair que notre objectif premier est l’emploi, la réinsertion, la fin des exclusions de toutes sortes par le travail et la participation, ce n’est pas par des voies misérabilistes que l’aménagement du territoire mobilisera toutes les énergies, ils est important que tout le monde y trouve son compte en fonction des possibilités et des aspirations particulières de chacun.

L'aménagement touche à tous les aspects de la vie sociale.

Le temps est bien révolu où les aménageurs considéraient que leur taches essentielles consistaient à offrir des zones industrielles aux entreprises en mal d'extension ou de décentralisation, des zones d'habitations (zup, zac, etc.) à des populations qui croissaient et multipliaient et, bien entendu, des routes et des autoroutes à des automobilistes de plus en plus nombreux.

Le temps des services a suivi celui des usines à la campagne, on a construit des milliers et des milliers de mètres carrés de bureaux dont beaucoup aujourd'hui sont restés vides ! Les friches industrielles sont avec le temps devenues moins visibles.

C'était l'époque de l'aménagement extensif du territoire, des villes nouvelles, des plans, et des schémas directeurs de toutes sortes.

La crise que beaucoup ont saluée à la fin des "trente glorieuses" comme un événement salutaire – souvenons-nous de cette extraordinaire émission télévisée "Vive la crise" animée par Yves Montand, le plus populaire de nos chanteurs ! – la crise a contribué, c'est vrai, à remettre beaucoup de compteurs à zéro et à donner un coup de vieux au mythe de la croissance et de l'éternel progrès.

On est alors entré dans ce qu'on appelle désormais l'ère de la "complexité", d'une nécessaire approche globale des problèmes de la société.

Concrètement qu'est-ce que cela veut dire pour une politique efficace d'aménagement du territoire à l'entrée de ce troisième millénaire ?

Nous en avons abordés un aspect essentiel dans notre première proposition et nous n'y reviendrons pas, l'aménagement du territoire est l'affaire de tous.

Deux femmes Ministres dans le précédent gouvernement nous ont frayé la voie, suivons-les.

La première à la tête de la culture et porte parole du gouvernement, a été nommée dans la perspective que son budget reviendrait rapidement à son niveau symbolique de 1 % qu'il n'aurait jamais dû quitter, c'est bien mais c'est sans doute insuffisant, les Français ont une soif de culture qui n'a pas d'équivalent dans notre

histoire récente et même ancienne et qu'il faut satisfaire. Il s'agit tout autant de la jonction avec nos sources, avec le passé, c'est tout le problème de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine qui est posé, que d'explorer l'avenir par l'accès à la science et à la recherche et l'expression d'une création artistique plurielle et sans frontière. Ce mouvement ne peut d'ailleurs être amplifié et développé comme l'a vu parfaitement madame la ministre, que par une importante décentralisation des ressources sur l'ensemble du territoire. La demande de culture dans les régions est tout à fait considérable.

La seconde longtemps à la tête des "verts", a tout naturellement réuni sous sa houlette l'écologie et l'aménagement du territoire. Qu'il y ait eu dans un premier temps des heurts, des à-coups ou des loupés, n'a rien d'anormal. Les écologistes doivent apprendre des aménageurs l'art du compromis, les seconds ont à acquérir de leur nouveaux collègues la maîtrise de la méthode systématique. En tout cas, il est bien évident que n'importe quel aménageur doit prendre en compte la protection de la nature et que celle-ci ne peut l'être durablement que par une politique d'aménagement conséquente.

L'éducation ou la formation constitue le troisième volet d'une politique moderne d'aménagement du territoire. La décentralisation est déjà bien avancée, mais les feux doivent être poussés encore plus loin en particulier dans le domaine du supérieur et de la recherche. L'utilisation à un niveau incomparablement plus important des nouvelles technologies de l'information doit contribuer à cette évolution. L'ampleur des besoins est là encore tout à fait considérable.

### **Priorité à l'aménagement du territoire**

Il y a en ce début de troisième millénaire un tel scepticisme de l'opinion publique que plus personne ne croit à la validité des engagements électoraux. La priorité à l'emploi a été affichée tant de fois par les gouvernements successifs de tous bords, alors que le chômage n'a cessé d'augmenter, qu'oser parler d'une priorité à donner à l'aménagement du territoire ne paraît absolument pas sérieux. C'était jusqu'à présent la der-

nière roue du chariot, comment pourrait-on opérer un tel changement de cap ?

A la limite on veut bien croire aux bonnes intentions des hommes politiques, mais ce qui compte ce sont les faits, la dure réalité des faits. Après tout l'enfer lui-même est pavé de bonnes intentions ! C'était un peu la quadrature du cercle, pour réussir cette nouvelle politique, il fallait mobiliser toutes les bonnes volontés, mais pour mobiliser les énergies, il fallait des réalisations tangibles montrant qu'enfin les choses avaient changé.

Comment amorcer la pompe, le gouvernement nouveau, une fois de plus s'adressa aux militants du Cercle, il fit appel à leur expérience, à leur mémoire, c'était une démarche qui augurait une des promesses que le candidat élu avait faites tout au long de la campagne électorale d'organiser sur tous les sujets important une concertation préalable.

On s'adressa au père fondateur de la DATAR, au premier des délégués dont on disait alors que ses pouvoirs étaient plus importants que ceux des ministres. D'ailleurs ceux-ci n'hésitaient pas à l'époque à décrocher l'interministériel pour lui demander un petit service !

La réponse ne se fit pas attendre. La première chose à faire est de placer le délégué auprès du ministre et de subordonner à son visa toute mesure gouvernementale pouvant avoir une application territoriale, ainsi rien ne lui échapperait, rien, sauf peut-être la nomination des ambassadeurs ! Mais certainement pas celle des préfets.

Le délégué aurait sous son autorité petite équipe de chargés de mission, jeunes hommes ou jeunes femmes, issus des corps d'élite de la fonction publique ou des entreprises (ce sont le plus souvent les mêmes) chacun suivant un ministère. Les agents seraient très mobiles, leur missions ne devant pas durer plus de trois ou quatre ans.

Une demi-douzaine de commissaires, choisis parmi des professionnels chevronnés, et résidant en province, assisteraient le délégué dans la mise en application sur le terrain de cette nouvelle politique, dans le cadre géographique de super-régions d'aménagement. Il serait souhaitable qu'à

la différence de la gestion des préfets, ces commissaires soient nommés pour une assez longue période de telle sorte qu'ils fassent vraiment corps avec leur région d'affectation et la défende bec et ongles devant le pouvoir central.

Pour couronner le tout, il est indispensable de doter l'aménagement du territoire d'un budget propre significatif, qui permette aux délégués d'intervenir dans toutes les opérations où un effet de levier est nécessaire, essentiellement d'ailleurs dans les régions les plus pauvres. Les effets d'affichage étant importants, on imagine pas que le budget de l'aménagement puisse être inférieur au 1 % culturel.

Quand la présidente du Cercle eut terminé son exposé, le Premier Ministre la remercia, et se tourna vers la salle où tous ses ministres étaient réunis, il ouvrit la discussion.

Les protestations commencèrent à fuser de toute parts, on n'avait jamais vu ça, quel toupet avaient ces aménageurs, ils se croyaient encore au bon vieux temps du Général ! Dehors ces vieilles badernes !

Soudain un bruit énorme réveilla toute la maison, je sursautais, j'ouvris les yeux, il faisait encore presque nuit, derrière nos volets, le long des boulevards extérieurs, passaient les premiers chars Leclerc, qui dans quelques heures allaient défiler sur les Champs Élysées. Nous étions au petit matin du 14 juillet 1997...

Quel mauvais rêve encore une fois j'avais donc fait !

Décidément, je ne voulais pas vieillir.

**Denis Coton**